

| | |
|---------------------|---|
| Zeitschrift: | Revue Militaire Suisse |
| Herausgeber: | Association de la Revue Militaire Suisse |
| Band: | 134 (1989) |
| Heft: | 10 |
| Artikel: | Les archives du Département militaire fédéral révèlent... : ...l'état de l'opinion suisse et la guerre psychologique menée par les autorités entre 1939 et 1945 |
| Autor: | Weck, Hervé de |
| DOI: | https://doi.org/10.5169/seals-344954 |

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les archives du Département militaire fédéral révèlent...

... l'état de l'opinion suisse et la guerre psychologique menée par les autorités entre 1939 et 1945

par le lt-colonel Hervé de Weck

Durant la Seconde Guerre mondiale, le moral des troupes et de la population civile prend une importance primordiale dans un pays comme la Suisse dont la défense militaire repose sur le système de milice. Peut-on, en effet, distinguer l'opinion publique et les soldats en service, alors que les passages entre la vie civile et militaire se multiplient en fonction des relèves? Pourtant, les idées, les impressions, les réactions des civils ne cessent de se diversifier, tandis que la vie sous les drapeaux tend à unifier les conceptions. Le moral, voilà le souci constant des autorités politiques et militaires qui se voient forcées d'improviser une véritable guerre psychologique contre les totalitarismes, ce qui contribuera à éviter au pays la phase des contraintes politico-militaires chères à Hitler.

André Lasserre¹ a exploité les archives de l'Office *Armée et Foyer*, ainsi que celles de la *Division Presse et Radio* pour décrire les évolutions de l'opinion publique en Suisse, entre 1939 et 1945.

1. La défense spirituelle de la Suisse

Des hommes comme le conseiller fédéral Etter, chef du Département de

l'intérieur, le général Guisan et le colonel Frey, chef d'*Armée et Foyer*, mettent en place des moyens de résistance psychologique efficaces. L'ensemble de ces mesures, partant l'état d'esprit qu'elles cherchent à créer, prennent le nom de «défense spirituelle», dont les bases légales remontent à un débat des Chambres en 1938.

Pro Helvetia, un organisme privé subventionné par la Confédération, reçoit la mission de maintenir les «valeurs suisses», dans le pays et à l'étranger, avec un budget annuel de cinq cent mille francs. Au début du conflit, en vertu des pleins pouvoirs, le Conseil fédéral lui adjoint une section militaire autonome, *Armée et Foyer*, chargée de travailler à la troupe. L'ouverture des hostilités permet de développer l'organisation prévue, d'autant plus aisément que la Suisse reste relativement épargnée par la guerre psychologique des belligérants jusqu'à l'été 1940.

¹ Lasserre, André: *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale. 1939-1945*. Lausanne, Payot, 1989. 406 p.

L'extension des tâches d'Armée et Foyer

Au début de la guerre, la politique du silence, d'origine militaire, laisse la population dans l'ignorance de tout ce qui touche à l'armée. Les autorités exigent des sacrifices, mais ne renseignent pas sur les buts poursuivis. Cette sous-information, à laquelle s'ajoutent les difficultés économiques, l'inactivité de la «drôle de guerre» et celle d'une armée destinée à appuyer une politique de neutralité, suscite le mécontentement. Il existe un certain fossé entre la troupe et l'ensemble des civils. Les autorités ne peuvent plus garder le silence, mais doivent s'interdire de s'exprimer trop ouvertement, afin de ne pas être accusées de faire de la propagande ou, pire, de violer la neutralité.

Un arrêté fédéral, le 16 avril 1940, rend obligatoire la projection dans les cinémas de l'hebdomadaire *Ciné-journal suisse* subventionné par la Confédération. Il s'agit de réduire l'impact des actualités allemandes qui vantent la puissance de la Wehrmacht.

En automne 1940, le commandant en chef crée un service de conférences à l'intention des civils, qui ne tarde pas à être intégré à *Armée et Foyer*. La nécessité d'informer la population par une voie qui ne soit pas soumise à la censure apparaît comme la justification essentielle de cette extension des tâches de l'Office. L'ignorance crée le désarroi chez des personnes qui ne demandent qu'à

contribuer à la défense spirituelle. Les Suisses doivent savoir pour quoi ils doivent lutter. Les responsables d'*Armée et Foyer* partent du principe que l'unité nationale existe et qu'un large consensus s'établit autour de quelques concepts fondamentaux qu'il s'agit de mettre en valeur. Ainsi, on redonnera du courage à ceux qui désespèrent, on réveillera ceux qui s'endorment dans une fallacieuse impression de sécurité.

Les messages passeront grâce à des correspondants et à des cours ouverts à toutes les catégories de citoyens. En effet, des «leaders de groupe» peuvent modifier les opinions des collectivités où s'inscrit leur action. Même si leur rôle se mesure difficilement, ils sont susceptibles de favoriser des changements de grande ampleur grâce à leur influence personnelle. *L'opinion d'un ami pèse plus que celle des spécialistes!* Marc Bloch l'a bien montré chez les soldats de la Première Guerre mondiale pour qui le cuisinier remplissait une fonction d'information bien plus importante que le journal. Comment sentir le pouls des Suisses? Dans le prolongement des cours prévus aussi bien pour les civils que pour les militaires, les participants sont invités à répondre à des questionnaires.

L'Office *Armée et Foyer* agit comme un «moyen offensif» lorsqu'il fait de l'information ou qu'il définit une ligne de conduite pour les médias; ainsi, le 2 octobre 1939, devant des journalistes, le colonel Hasler, chef de la Division *Presse et Radio*, déclare

qu'«à l'intérieur, on ne saurait tolérer de la part des journaux qu'ils inquiètent ou agitent inutilement la population». *Armée et Foyer* intervient également d'une manière défensive lorsqu'il lutte contre la désinformation antinationale et le défaitisme, qu'il censure dans le but de protéger des secrets militaires ou de soutenir une politique d'apaisement vis-à-vis de l'Allemagne. Des adaptations sont constamment nécessaires.

Dans un rapport daté de la fin de l'année 1942, la Division *Presse et Radio* constate que, si la radio a très bien promu les valeurs culturelles suisses de 1936 à 1939, elle ne réussit plus à désamorcer les tensions sociales et à intéresser la jeunesse. Le succès des émissions allemandes s'expliquerait par le niveau trop élevé de la radio suisse. Conférences et musique classique ne retiennent pas l'auditeur moyen, surtout les moins âgés qui préfèrent les chants militaires, les récits vécus de capitaines de sous-marins ou, simplement, la musique populaire. En revanche, l'impact de la presse allemande reste faible, bien que la revue *Signal* se vende à plus de quarante mille exemplaires.

Des rumeurs toujours renaissantes

En période de conflit, la censure, la sous-information, mais aussi l'inquiétude, voire l'angoisse créent un climat favorable à la naissance de rumeurs. Dans ce domaine, le combat d'*Armée et Foyer* ne va pas cesser. En 1941 et

1942, on chuchote que les autorités suisses livrent à l'Allemagne les vieux métaux qu'elles font récolter et que le Reich en fait des chenilles pour ses chars. Hitler aurait exigé des milliers de travailleurs qualifiés qui se trouveraient déjà dans ses usines. En 1943, durant la suspension des pouparlers économiques germano-suisses, les chiffres de 7000, 30000, voire 100000 ouvriers circuleront! Londres aurait annoncé que son aviation bombardera 80% des villes suisses si les livraisons à l'Allemagne se poursuivaient. Des officiers déserteraient et partirraient combattre dans l'armée allemande. Des cadavres, destinés à des fabriques d'engraiss ou de graisse situées sur le territoire du Reich, transiteraient par chemin de fer à travers la Suisse.

En juin 1943, la stratégie mal comprise du Réduit provoque à Schaffhouse la diffusion d'une rumeur persistante selon laquelle la troupe ne stationne plus sur le territoire cantonal, parce que celui-ci doit être cédé à l'Allemagne après le conflit.

A la fin de l'hiver 1943, on redoute en Suisse une attaque allemande. Dans les cours d'*Armée et Foyer*, le problème est fréquemment soulevé. D'entente avec le Département de l'intérieur et le DMF, ses responsables envoient quatre mille circulaires à des femmes, vraisemblablement choisies parmi les participantes aux cours, pour rappeler la volonté générale de défense, le principe de non-évacuation des civils et l'obligation pour la

population de s'abstenir de tout acte de guerre, la résistance passive mise à part. Ce procédé original de diffusion, qui ignore les journaux et les canaux officiels, ne se révèle pas tout à fait efficace. Les voies usuelles l'auraient-elles été davantage?

2. Les Suisses face aux totalitarismes

Depuis l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933, tous les intellectuels et les politiciens écoutés en Suisse n'identifient pas la défense du pays à celle de son régime. L'influence d'un Emmanuel Mounier dépasse largement la France, lui qui ne cesse de réclamer la fin de la démocratie libérale, individualiste et bassement matérialiste, vicieuse dans ses principes, pas seulement dans sa pratique. La révolution qu'il souhaite amènerait une société communautaire, conduite par des «élites viriles». Si Mounier déteste le totalitarisme, il se bat sur les mêmes positions que ses adeptes.

Les régimes à parti unique, dont aucun n'a encore échoué, jouissent d'un prestige certain: ils ont remplacé le laisser-faire cacophonique des parlements et le marasme des démocraties par la vigueur, la jeunesse, la prospérité et la justice sociale. Au début de la guerre, les critiques ne manquent pas chez les socialistes et les catholiques envers des démocraties déclinantes depuis 1919, qui n'ont pas su réagir à temps et portent, par conséquent, leur part de responsabilité dans le conflit.

Un Gonzague de Reynold se distin-

gue des idéologues alignés sur l'Allemagne ou l'Italie par son attachement profond au pays et à ses traditions; pourtant, sa prétention à l'ouverture sur le monde en mouvement peut l'amener bien près des «rénovateurs» fascistes. Il se situe dans ces courants si divers qui veulent régénérer la Suisse dans un sens autoritaire, sans pour autant oublier la dimension nationale et ses intérêts spécifiques. Le confondre avec la minorité frontiste serait une erreur. Un protestant engagé comme Max Huber, qui préside le Comité international de la Croix-Rouge de 1928 à 1944, apparaît comme un autre exemple significatif. «Dans les années 30, son conservatisme, son profond patriotisme, son idéal d'une communauté forte et juste le font pencher vers les idées alors à la mode de la rénovation nationale. Et il lui arrive de se demander, publiquement parfois, si l'Etat autoritaire, dans le sens en tout cas de la tradition aristocratique de l'ancienne Confédération, n'est peut-être pas dans une certaine mesure le seul légitime au regard de l'Évangile.»² En Suisse, l'écrasante majorité de l'opinion reste allergique aux totalitarismes de droite et de gauche.

La défaite de la France, que l'on considérait comme la première puissance militaire du monde, provoque

² Jean-Claude Favez: *Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*. Lausanne, Payot, 1988, p. 38



Le moral de la troupe? Il n'est pas toujours bon... Il faut attendre et se préparer avec un matériel qui n'est pas toujours l'idéal...

du défaitisme en Suisse, pas une recrudescence des sympathies pour le nazisme et le fascisme. Selon un rapport de l'arrondissement territorial 2, l'Ajoie réagit comme la France, tandis que, dans le Seeland, la «rage» prédomine. A Bienne, à La Chaux-de-Fonds ou à Delémont, si l'on veut rester suisse, les industries cherchent des clients. «D'importantes usines créées avec des capitaux français et anglais, et qui avaient jusqu'alors

fourni munitions et petite mécanique aux Alliés» n'ont «qu'un tout petit réglage de machines à faire pour travailler à plein rendement pour l'Axe.» Les ouvriers, qui s'en rendent bien compte, ne bronchent pas.

Après juin 1940, les Suisses se sentent assiégés: ils vont trouver dans leur histoire une sécurité et des garanties de survie. Un danger venu des seules puissances de l'Axe semble générer une cohésion de l'opinion. Les

Eglises restent des piliers de la fermeté, elles qui ont toujours dénoncé le «nihilisme nazi».

Lorsqu'on parle d'«adaptation», cela ne signifie pas systématiquement une imitation du nazisme ou du fascisme mais, le plus souvent, une régénération de la démocratie par le renoncement aux principes hérités du libéralisme du XIX^e siècle. Le parlementarisme et les partis politiques apparaissent comme les institutions les plus décriées. En Suisse romande, plus qu'outre-Sarine, l'«ordre nouveau» incarné par Pétain, considéré comme le sauveur d'un pays que le Front Populaire avait dissous, suscite des admirations. A partir de l'été 1941, la désillusion sera générale.

Dès le début de la campagne de Russie, le Reich axe sa propagande sur la «croisade antibolchevique». En Suisse, on ne croit pas aveuglément à ces allégations. Pourtant, à droite et spécialement dans les milieux catholiques, ces arguments impressionnent et flattent l'anticommunisme ambiant.

En 1942, la quasi-unanimité des Suisses applaudit à la condamnation à mort des traîtres; ils sanctionnent peut-être ce que Hans-Ulrich Jost, dans *La nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, appelle des peines excessives prononcées «comme pour expier le sentiment de culpabilité que refoulaient les plus hautes sphères dirigeantes». L'historien y voit seulement les excès de langage et de pensée que la trahison peut susciter au sein d'un peuple qui se sait assiégé. L'année

suivante, les exécutions provoquent des interrogations gênées. Jusqu'où va la «pourriture»? Comment sommes-nous commandés? Tous les traîtres ont-ils été démasqués? N'épargne-t-on pas les officiers coupables?

André Lasserre prétend que, «de Stalingrad au débarquement de Normandie, l'opinion paraît fondamentalement versatile et sujette à des retournements extrêmement rapides que lui dicte le hasard des combats». La lassitude se fait sentir, qui ne met pas en cause l'esprit de résistance. «Si l'on peut alors définir le moral comme la conscience que le péril militaire n'est pas annulé, (...) que la mobilisation reste une nécessité, le moral est certes ébranlé. Mais cette fatigue n'a rien à voir avec les signes de défaitisme de 1940-1941.» La stabilisation des fronts, les premières victoires alliées alimentent des espoirs susceptibles de générer l'insouciance. Tant que les combats ne les touchent pas directement, le réflexe de conservation des civils les pousse à craindre davantage la faim que la guerre.

Dès le printemps et surtout l'été 1943, une attaque de la Suisse par les Alliés ne paraît plus improbable. «Le sentiment personnel exigerait l'accueil enthousiaste des troupes salvatrices, la politique immuable de l'Etat commanderait de défendre les frontières, et même éventuellement de demander l'aide des Allemands pour refouler l'envahisseur.» Voilà qui ébranle une unité nationale qui se maintenait jusqu'alors face à une menace exté-

rieure unique. *Armée et Foyer* va donc insister sur le fait qu'entrer en guerre n'entraîne nullement l'obligation de s'allier avec un Etat étranger. Sans le nommer, on désigne ainsi le III^e Reich. Des divergences se manifestent, tout comme un ras-le-bol face à l'interventionnisme de l'Etat et à la bureaucratie qui en découle. Les paysans craignent pour leurs conditions après le conflit et manifestent souvent de l'incompréhension face aux mesures militaires. L'admiration de la résistance, puis des succès de l'Union soviétique suscite parmi les ouvriers et les intellectuels l'espoir que la présence de l'Armée rouge à nos frontières obligera les dirigeants et le patronat à mettre sur pied un Etat-providence. Une fois la paix revenue, la démocratie ne pourra être que sociale. Il faudra faire «payer» aux paysans les avantages économiques et financiers dont ils ont joui depuis 1939.

Lasserre remarque que «le choc le plus déterminant et qui provoqua le plus de réflexions sur le régime politique et social, sur l'identité nationale, c'est novembre 1918. On pourrait le qualifier de date clef de la Seconde Guerre mondiale, en tout cas de référence obligée dès qu'on s'interroge sur l'avenir du pays.»

On se demande aussi si cette Seconde Guerre mondiale ne va pas dégénérer en un conflit Est-Ouest et si la Suisse réussira, une fois encore, à ne pas y être impliquée. Les citoyens, «à l'abri de leur Réduit national spirituel autant que matériel se sentent dépha-

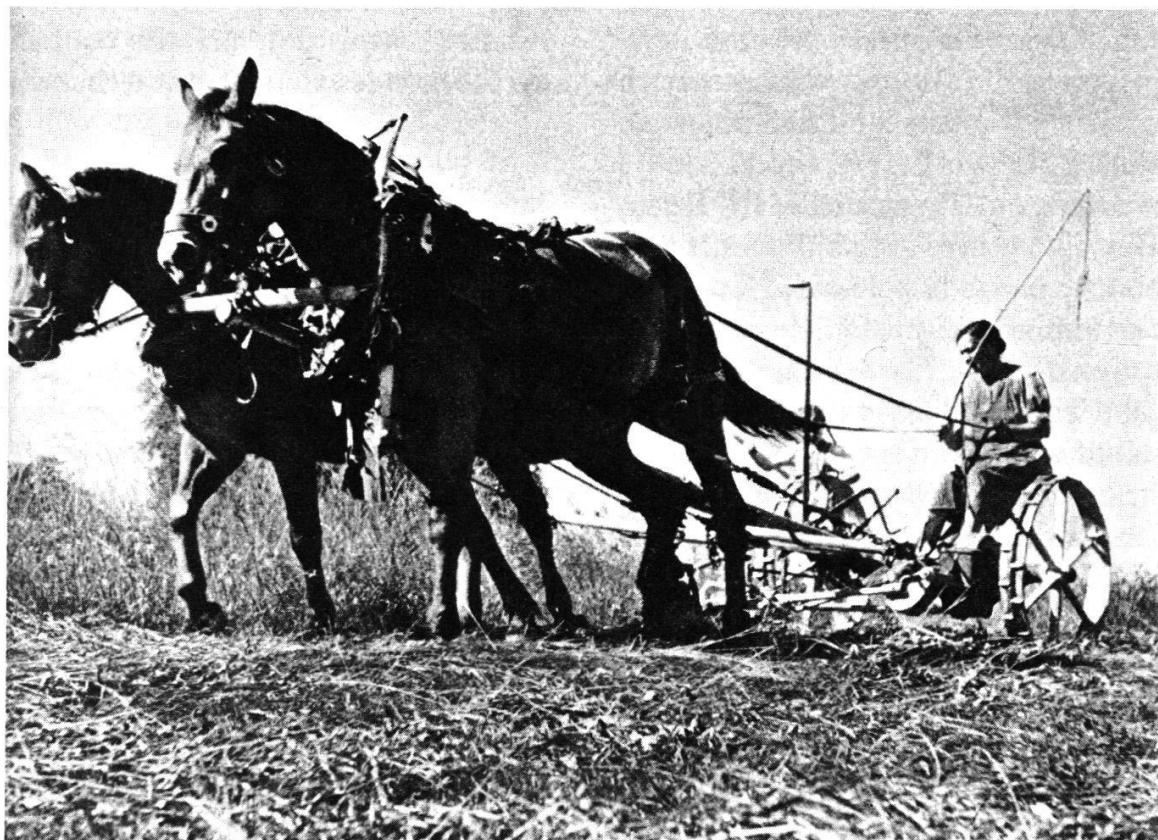
sés au moment de reprendre contact avec le monde extérieur et son chaos».

3. Le problème des réfugiés

Une époque se définit par une «mentalité collective», une sorte de commun dénominateur des perceptions et des attitudes. La politique restrictive des autorités à l'égard des réfugiés, des Juifs en particulier, ne doit pas être uniquement attribuée au conseiller fédéral von Steiger et à ses collègues, mais à l'ensemble des Suisses, bien qu'à la frontière ouest, par exemple, des contacts souvent dramatiques avec les Français et avec des réfugiés à peine sortis de leur enfer aient influencé les esprits.

Le nombre croissant des réfugiés, en 1942, amène la police des étrangers à demander une politique plus restrictive, tout en signalant les traitements inhumains infligés aux Juifs de l'Est. L'étendue et l'horreur des persécutions restent mal connues; la «solution finale», les camps d'extermination ne seront révélés que plus tard, mais ces informations tellement incroyables passeront pour de la contre-propagande des milieux allemands résistant au nazisme. Churchill le confirme dans ses mémoires.

L'image discutable du «petit bateau de sauvetage déjà fortement occupé», que le chef du Département de justice et police utilise en août 1942, lors d'un débat aux Chambres, ne scandalise pas sur le moment l'opinion dans le pays. En revanche, la formule focali-



Cette paysanne pense-t-elle vraiment à la menace militaire, alors qu'elle trime dur pour rentrer les foins et les moissons?

sera plus tard des indignations rétrospectives!

En 1943, le commandement de l'armée cherche à freiner au maximum l'afflux de réfugiés, afin de ne pas se trouver obligé d'affecter à la surveillance des camps des effectifs trop importants: le nombre des mobilisés, pour des raisons économiques, reste faible et les soldats doivent, en priorité, s'entraîner à la guerre.

Rares sont ceux qui demandent que les autorités refoulent *tous* les demandeurs d'asile; en revanche, un antisémitisme latent existe dans une bonne partie de l'opinion, que le moindre

incident peut faire émerger. Un de ses traits dominants, c'est la crainte de la domination culturelle, financière et économique des Juifs. De plus, que fera-t-on d'eux à la fin du conflit?

4. La défense militaire et le moral de la troupe

L'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale reste encore mal connue, car de nombreux sujets mériteraient encore des études sérieuses, menées sans références constantes à nos préoccupations et à nos opinions actuelles. Ainsi, dans *La nouvelle*

histoire de la Suisse et des Suisses, Jost part du principe qu'objectivement, entre 1939 et 1945, la Confédération n'a jamais été menacée par une agression allemande et que, par conséquent, le volet de la défense militaire devient «quantité négligeable». Pourtant, pour les acteurs de l'époque, ce n'est pas le danger objectif, tel qu'on peut l'apprécier cinquante ans plus tard, qui compte, mais l'image qu'ils s'en font. Qu'importe qu'ils surévaluent le danger, l'impression du moment relègue à l'arrière-plan le fait objectif.

Le même auteur fait un portrait psychologique succinct et simpliste du général Guisan: c'est un gentleman-farmer conservateur et un officier de carrière dont les relations avec les socialistes restent toujours empreintes de méfiance. Cette remarque pleine de sous-entendus prend une saveur particulière si l'on sait qu'en août 1940, l'Union syndicale suisse demande qu'un officier qualifié s'adresse à ses fonctionnaires romands, dans le but de lutter contre le défaitisme. Le général désigne le capitaine Robert Frick qui fera un rapport très positif sur l'atmosphère de ces entretiens.

Les gardes locales et le Réduit

Le commandant en chef obtient du Conseil fédéral, au début mai 1940, l'autorisation de créer des gardes locales qui déchargeront l'armée de certaines tâches, tout en assurant aux résistants civils un statut militaire qui

les met au bénéfice du droit de la guerre. La mise sur pied de ces groupes hétéroclites, mal armés, a un impact psychologique favorable en dehors des secteurs tenus par l'armée: les populations ne se sentent plus livrées à elles-mêmes et les mobilisés considèrent que leurs proches bénéficient d'une protection.

A la fin de l'année suivante, l'élan qui avait accompagné la constitution de ces gardes locales est retombé. Leur entraînement, comme leur moral, laisse à désirer. Souvent mal jugés par les militaires, ces volontaires n'ont pas trouvé leur place dans le dispositif de défense. Sur le Plateau, cette crise explique l'inquiétude des populations face à une éventuelle attaque. Le fait que, jusqu'au printemps 1941 en tout cas, elles comprennent mal les justifications militaires du Réduit renforce encore cette impression. On connaît les conditions dans les pays occupés et l'on redoute d'être abandonné à l'adversaire et à son terrorisme. Le Réduit, cette arme essentielle de l'indépendance nationale, demeure suspect.

Les relèves

Plus que chez les civils, le moral tend à baisser chez les militaires après la mobilisation générale de 1939, alors que commence la longue attente. La construction de fortifications, l'instruction aux nouvelles armes, l'entraînement au combat rapproché peuvent, dans une certaine mesure, conjurer le mal. Malheureusement,

tous les officiers ne passent pas sans peine du travail style cours de répétition aux activités qui conviennent en période de service actif. Voilà un des problèmes de commandement le plus souvent cité dans les archives d'*Armée et Foyer*.

Les troupes chargées de l'internement du 45^e corps français en juin 1940 manifestent de la pitié, de l'horreur, de la crainte, mais aussi de la fierté, car les hommes constatent qu'ils disposent d'un matériel de meilleure qualité et que leur discipline est bien supérieure à celle de ces formations qui n'ont pratiquement pas vu l'ennemi. Lorsque les travaux d'internement prennent fin, l'inaction succède à la tension, ce qui alourdit l'atmosphère dans les unités stationnées dans l'arc jurassien. Le défaitisme des internés a déteint sur les formations chargées de les accueillir.

L'adjudant général souligne dans un rapport que le service des troupes de couverture frontière se révèle particulièrement ingrat et ennuyeux pour les hommes et les cadres. Une mission de surveillance est toujours morne. Ce problème, que l'on ne parviendra pas à résoudre jusqu'à la fin du conflit, est inhérent à l'ordre de bataille de ces formations constituées d'habitants du secteur d'engagement, tous âges réunis, astreints par conséquent à des durées inégales de service, dont la formation militaire reste très disparate...

Autant les raisons de la mobilisation de juin 1944, décidée dans le contexte

du débarquement de Normandie, restent incomprises de la troupe et du public, autant celle de septembre est bien acceptée, parce que la bataille touche les frontières du pays et que l'abandon de la stratégie du Réduit redonne à l'armée sa mission traditionnelle. L'évidente nécessité de mesures de précaution, une situation intéressante motivent les troupes qui peuvent suivre de près l'évolution des combats. Les unités stationnées plus en arrière, les garnisons des forteresses ne bénéficient pas de ces «stimulants», si bien que le moral reste aussi bas qu'en juin ou en juillet. Aussi le commandement organise-t-il un roulement des grandes unités dans les secteurs «chauds» comme l'Ajoie ou Bâle.

Cette année marquant le cinquantième anniversaire de la mobilisation de 1939 ne saurait être une *fête*, car le tragique de l'événement n'échappe pas aux individus sensés. En revanche, c'est une excellente occasion de chercher la vérité, d'éclairer des aspects mal connus de l'histoire de notre pays durant la Seconde Guerre mondiale et, pourquoi pas, de mettre en évidence des expériences susceptibles d'aider ceux qui ont la lourde tâche de préparer, non pas le conflit de 1939-1945, mais notre défense générale de demain. André Lasserre l'a très bien fait avec *La Suisse des années sombres*³.

H. de W.

³ Un article plus succinct a paru sur le même sujet dans *Le Démocrate* du 30 août 1989.